



Commission Nouvelles technologies et Transformation

Mercredi 30 septembre 2026 de 10h à 16h

Membres présents de la commission :

Maxime Caron, Kamel Khalfouni, Vincent Rivière, Olivier Mélinand, Emeline Droxler (Présidente de la commission), Hervé Colosio, Thomas Paillet et Aurélien Danerol

Excusés : Nicola Marousez et Teddy Caruel

Membres présents pour la direction :

Michaël Friederich (directeur de l'exploitation et des moyens du réseau France 3), Emmanuel Girouard (coordinateur de projet DTSI) et Erwan Roth (coordinateur de projet DTSI)

Nouvel outil de cartographie de lancement

Jusqu'à présent, pour réaliser des cartographies dans les JT, France 2 utilise « cartographie 3D monde » et le réseau France 3 utilise « Prisme ».

À l'issue d'un appel d'offres, une solution en mode SaaS (Software as a Service)*, hébergée dans le cloud par le prestataire, a été retenue. Contrairement au fonctionnement actuel, la fabrication de la carte ne reposerait donc plus sur des serveurs locaux : elle serait générée par le service en ligne, puis récupérée pour son utilisation à l'antenne.

Everviz aide les journalistes et les éditeurs à créer des graphiques et des cartes en quelques minutes. Conçu pour une utilisation à grande échelle.



Donner vie à l'information

L'interactivité des graphiques favorise leur consultation. Les infobulles et le zoom permettent d'explorer les données en détail. Créez vos propres thèmes de graphiques personnalisés (couleurs, polices et styles) pour une cohérence visuelle optimale.



Partagez partout

Publiez vos contenus sur votre site web, vos réseaux sociaux ou via votre système de salle de rédaction en ligne. Vous pouvez même télécharger des graphiques et des cartes au format PNG, PDF ou SVG.



Réactif et accessible

Tous les graphiques sont adaptatifs sur tous les appareils et intègrent une prise en charge de pointe en matière d'accessibilité (a11y).

C'est la solution de la société norvégienne Everviz qui a été retenue, avec Aski-Da comme partenaire chargé de son intégration et de son déploiement en France. L'outil qui sera déployé à France Télévisions se nomme « **Location Map** ».

Le besoin initial porte avant tout sur la cartographie de lancement et de mise en situation : localiser une commune, un événement ou une zone géographique

avant ou pendant un sujet. L'outil doit permettre de créer plus facilement des cartes à partir de modèles prédéfinis.

Le cahier des charges prévoit également différents formats d'image : 16/9, 9/16 et carré, ce qui ouvre l'utilisation des cartes au-delà du JT traditionnel, notamment pour les contenus numériques et les vidéos verticales.

Utilisation et accès

L'objectif est d'avoir un outil relativement simple, susceptible d'être utilisé par les personnels qui réalisent déjà aujourd'hui des cartes. A noter que d'autres options d'éléments graphiques existent auprès du fournisseur mais option non prise « actuellement ». Le périmètre précis des utilisateurs reste cependant à définir dans les ateliers prévus.

Le modèle envisagé repose sur des licences flottantes, c'est-à-dire un nombre limité de connexions simultanées plutôt qu'une licence nominative par utilisateur. Pour France 3, l'hypothèse évoquée était de 30 connexions simultanées, soit approximativement une possibilité de connexion par antenne, avec un mécanisme de déconnexion automatique après une période d'inactivité. Le modèle économique comprend également un forfait lié au nombre de cartes générées : une première estimation de 30 000 cartes avait été envisagée pour les régions, chiffre qui devra être réajusté en fonction des usages réels

Calendrier de lancement : le projet a été lancé le 3 septembre dernier.

Le déploiement est prévu en deux phases : une première mise en production à l'Info nationale début janvier 2027, suivie d'un RETEX et d'une réévaluation du projet avant son extension aux régions, date non programmée aujourd'hui suivi d'un RETEX également.

Notons qu'il y a 4 ateliers sont prévus entre fin septembre et mi-octobre :

Atelier de spécifications de la charte graphique - Atelier de spécification des accès et droits utilisateurs - Atelier de spécifications du parcours utilisateur - Atelier de spécifications du workflow de livraison

Nous demandons à être informés de la synthèse de ces ateliers et pouvoir avoir le Retex du siège.

**SAAS signifie que le logiciel n'est pas installé et exploité directement sur les ordinateurs ou serveurs de France Télévisions. Il est hébergé à distance par le fournisseur et accessible via Internet, avec un navigateur web.*

Le produit n'est pas encore suffisamment finalisé pour présenter une démonstration correspondant réellement au futur environnement de travail. *Voici ce que l'on peut trouver sur internet : [cliquez ICI](#)*

Renouvellement Diffusion Réseau Régional CASYDI (CentrAlisation des systèmes de diffusion)

A date le dossier est en mode avant-projet, la validation du concept n'est pas faite ni le choix technique. L'analyse de l'appel d'offre en cours.

Le but est de remplacer le système actuel (splicers) datant de 2015 qui devient obsolète, par un système de diffusion plus moderne. En attendant la DT (Direction Technique) a constitué un stock de Spectrum en prévision d'éventuelles pannes car le support est arrêté.

Le renouvellement vise donc à faire évoluer à la fois les équipements et la façon de préparer, piloter et surveiller les antennes.

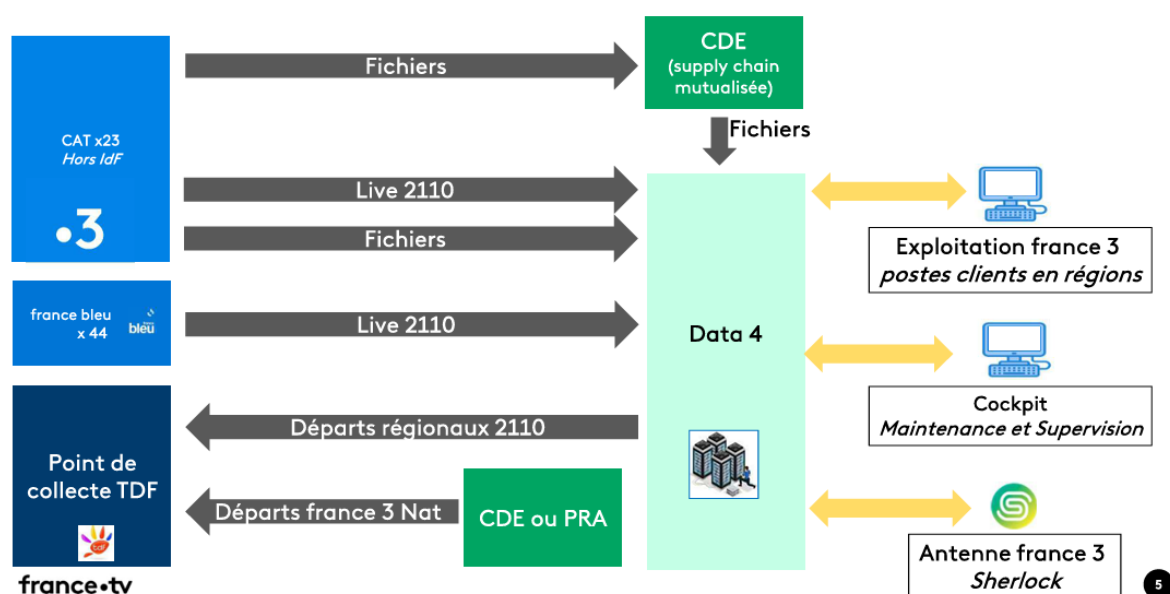
La fin du déploiement de Sherlock en février 2027 est un pré requis car le but est l'interfaçage avec le BMS (Broadcast Media System) Sherlock.

En effet, l'un des objectifs est de pouvoir être plus réactif sur les playlists et de s'affranchir du mode actuel de concaténation d'éléments pour la diffusion en mode fichier rigide et long à encoder. Concrètement un fichier sera disponible pour l'ensemble du réseau sans compression et non plus encodé X fois par chaque antenne.

Fonctionnement du point de diffusion avec l'outil Cassidy :

Le principe présenté est de centraliser les traitements de diffusion, tout en conservant une possibilité d'exploitation/fabrication depuis les régions. Autrement dit, les antennes régionales continueraient à intervenir dans la programmation et l'exploitation, tandis que les fonctions techniques principales seraient regroupées dans l'infrastructure de diffusion.

▮ Synthétique des flux



Le MAM (Server Media Asset Management) de diffusion sera centralisée dans le DATA 4 (data center) et stockera l'ensemble des médias pour les lire directement. Un MAM secours sera présent en local au data 4.

L'habillage graphique ne sera plus brûlé mais géré par le conducteur Sherlock et prendra en compte l'habillage dynamique et spécifique de chaque antenne.

L'une des améliorations majeures est le transport et le stockage de la vidéo en 2110 donc non compressé. Pour information l'acheminement Réseau Haute définition (RHD) est terminé sur tout le réseau.

Le stockage datacenter appartient à FTV pas de location, les équipements sont à nous. En revanche pour les centres régionaux, la conséquence sur les points de diffusion est un mode de surveillance ou de supervision plus que d'exploitation. La supervision locale n'est pas encore définie dans la répartition des tâches (TEVA, cadre, GA).

Dans le document, la solution prévoit bien un pool de 24 voies de traitement avec des Playout indépendants pour les 24 stations.

Ces 24 voies de traitements sont prévues avec une extension à 44 sur les 2 heures de matinales. Les tests se feront d'abord au SQM (Site Qualification Marseille) et à terme au SQS (Site Qualification Strasbourg) pour l'intégration MOSAR.

La région Paca sera la 1ère mise on air fin 2027/début 2028. Le déploiement est prévu sur 3 ans pour l'ensemble du réseau.

La préparation, le pilotage et la surveillance des antennes sont donc modifiés de manière importante par le nouvel outil appelé Casydi. Sherlock deviendra en quelque sorte la télécommande de la diffusion.

Quel mode d'exploitation et de supervision, centrale (cockpit du CDE) et locale (point de diffusion) ? Tout reste à définir sur les postes nécessaires et leurs localisations.

État des lieux des moyens de transmission dans le Réseau

Au-delà des chiffres dans le document présenté par la direction, Les DSNG sont vieillissants, les plus anciens datent de 2005 et seul le DSNG de Bordeaux utilisé notamment pour le sport avec NOA a été upgradé en Bi-Feed (double liaison simultanée). Deux d'entre eux ont déjà disparus, celui de Besançon et celui de Reims.

Néanmoins, les véhicules satellitaires historiques restent utiles dans certains territoires et lors d'événements à forte contrainte de bande passante en 4G et 5G.

Un exemple récent : Lors de l'édition 2026 de la coupe Icare en Isère, rassemblement de vol libre en Chartreuse, une captation était réalisée pour le web les samedi et dimanche. Impossible d'utiliser l'aviwest car le réseau n'était pas adapté aux 60 000 personnes présentes. Donc les techniciens ont utilisé le DSNG.

La direction ne souhaite pas les tenir en état si la partie véhicule devient hors service ou ne passe plus les contrôles techniques. Les réparations lourdes doivent être arbitrées face au coût d'un renouvellement ou d'une prestation externe. Forcément, la baisse d'usage entraîne une perte de compétence technique ; le besoin de maintien des savoir-faire pose aussi question.

Dans certaines antennes il n'y a plus qu'un exploitant en capacité de faire fonctionner le DSNG.

Les membres de la commission rappellent que l'outil DSNG n'est pas qu'un simple moyen de transmission puisqu'il est aussi utilisé en captation multi-cameras et vu qu'il n'y a presque plus de CCR, c'est important de les maintenir pour à la fois capter et secourir des opérations.

Leur usage diminue toutefois au profit de solutions plus légères : transmission mobile, fibre ponctuelle et Starlink et bien sur les boîtiers Haivision (Ex Aviwest)

Grâce au nouveau réseau 2110 à haut débit (RHD) qui relie maintenant toutes les stations régionales, une réflexion est ouverte sur la mutualisation des moyens de réception satellite et la création éventuelle de quelques téléports régionaux, plutôt que le maintien de nombreux équipements locaux comme les grosses paraboles sur les toitures des stations.

A ce stade, aucun schéma n'est arrêté : les besoins, coûts, contraintes de site et niveaux d'utilisation doivent être consolidés.

Le marché de capacité satellitaire comprend une capacité permanente et des capacités activables pour les événements ; la capacité permanente court jusqu'à fin 2027 (renouvelable 2 fois un an).

Son maintien au-delà de 2027 est en cours d'évaluation, au regard de son coût et de son usage réel.



Starlink (et à terme un éventuel concurrent européen) est présenté comme une solution complémentaire, notamment en zones mal couvertes en 4G/5G, le matériel et l'abonnement doivent être adaptés au nombre de flux et aux besoins de bande passante. Aujourd'hui un marché en location (Marlink) est possible sur demande des chefs de centre. La prise en main est faite par le service maintenance ou par les cadres de régie. Sur le terrain aussi, à

discrétion de chaque organisation.

Les régions peuvent mobiliser différents formats d'antennes Starlink. Cette solution semble prometteuse et d'avenir, y compris avec d'autres acteurs en data satellitaire qui devraient arriver en Europe.

Sur les boîtiers de transmission Haivision, les cartes multi-opérateurs font l'objet d'un retour critique : elles offrent de la souplesse, mais des incidents et des limites sur les débits data ont été signalés.

Le prochain marché télécom, attendu autour de 2027, devra réexaminer le choix entre multi-opérateurs, opérateurs directs et éventuelles options de priorité réseau.

A noter qu'il y a également en circulation 6 VPTL avec moyens de transmission satellitaire Mono-Feed, mais nous n'avons pas d'information sur la fréquence de leur utilisation. Et on comptabilise 11 racks 400.

Parc caméras dans le Réseau

Concernant les caméras, la stratégie annoncée reste la même depuis maintenant plusieurs années, c'est l'absence de renouvellement massif du parc : les achats seront étudiés au cas par cas selon les besoins éditoriaux et techniques. La direction technique nous indique que l'utilisateur final prend part à la décision, est-ce le cas dans toutes les antennes, la commission s'interroge.

Actuellement les caméras de la série Sony X200, X280, X300, les 400 aujourd'hui moins utilisées et évidemment les Grand capteurs Sony Alpha 7s3 qui rencontrent un grand succès sont en circulation dans tout le réseau.

Les prochaines cameras qui vont remplacer les X200, X280 et X300 sont donc les Z200.

Cette nouvelle génération s'appuie sur des menus et des outils hérités de l'alpha7 et qui ont fait son succès. Concernant la Z300 le double de prix de la Z200 pour simplement un capteur un peu plus grand, n'apporte pas grand-chose de plus, mis à part le doublement du prix et un peu plus de poids. A ce jour, il n'est pas question de la tester.

Pour la prise en main de la Z200, un dispositif de formation est organisé avec des référents régionaux qui sont formés à l'UFTV (1 journée) puis accompagnent des utilisateurs dans leurs régions. Charge à chaque région d'organiser la mise en place des formations pour leurs collègues.

Les membres de la commission constatent que les équipements dédiés à des usages spécifiques, notamment RQTH, doivent être distingués du parc réellement mutualisable dans les prochains états des lieux car dans les documents que nous a donné la direction ils sont visiblement mélangés au reste du parc dans certaines régions, ce qui ne permet pas d'avoir un suivi précis.

Les caméras compactes stabilisées de type Osmo gagnent en usage, notamment pour les plans-séquence et les formats verticaux ; leur intégration au parc mériterait d'être suivie car certains reportages sont constitués de 50% ou plus de ces images d'une excellente qualité et qui est très tendance sur les réseaux.

Pour finir, aucun empêchement majeur de production lié au manque de caméras n'a été remonté à ce stade dans toutes les régions ; la priorité pour la direction reste l'optimisation et la maîtrise du parc existant.

Point à date déploiement Sherlock



Le déploiement de Sherlock suit son cours. Lors de la commission, un focus a été fait sur la région Grand Ouest (Bretagne, CVDL et PDL) : on s'aperçoit qu'entre les objectifs cibles de Sherlock, tels qu'ils sont présentés en réunion, et la prise en main de l'outil par les gestionnaires d'antenne (GA), il existe un écart que l'on pourrait expliciter par une trop grande différence entre le travail prescrit et le travail réel. À date, c'est le ressenti exprimé par les utilisateurs en Bretagne.

Le plus de Sherlock, au regard de l'ancien système, c'est sa capacité à offrir, pour un produit audiovisuel quel qu'il soit, un regard à tous les utilisateurs et contributeurs, depuis sa création en tant que projet jusqu'à sa vie de programme, qui pourra intégrer toutes les playlists du réseau FTV, tout cela à partir du même logiciel.

Mais, à chacune des étapes de saisie et de vérifications indispensables réalisées par les GA (Gestionnaires d'Antenne), le workflow n'apparaît pas plus simple, ni forcément plus fiable qu'auparavant. C'est en tout cas ce que rapportent les utilisateurs à travers leurs interrogations et les demandes faites via le ticketing.

Par exemple, des difficultés subsistent sur l'intégration des matinales et locales via le VF Manager.

Côté numérique : Le stockage et la gestion des médias purement numériques (ex: YouTube) ne sont pas encore totalement intégrés au workflow Sherlock nécessitant des solutions de contournement

En ce qui concerne l'archivage, il n'est pas réalisable pour les productions numériques tant que la nouvelle version d'i media 6 ne sera pas opérationnelle. Cela induit une mise en œuvre dégradée pour contourner Sherlock, en ayant recours à l'expertise des CEN (Chargé des Editions Numériques).

Au regard de ces écarts entre les objectifs cibles du projet et les difficultés rencontrées par les GA de Bretagne, les membres de la commission demandent un REX à mi-parcours pour permettre un échange constructif entre équipe projet et utilisateurs. Ceci pourrait par exemple permettre :

- D'évaluer la charge du ticketing et la capacité de réponse de l'équipe media manager.
- Revoir les besoins et la forme à donner à l'accompagnement (formation et suivi des équipes)
- De faire évoluer l'expression de besoins pour les produits non linéaires qui sont voués à se développer dans nos productions.

Monsieur Girouard a entendu nos retours et va se rapprocher de l'équipe projet.

Equipements audio

Les échanges ont porté sur le parc de matériel de reportage Son des OPS (mixette, housse, perche, micros, accessoires.) car il est vieillissant ainsi que sur les modalités d'achat.

Les membres de la commission s'interrogent sur les modalités de remplacement de ces équipements au même titre que le matériel de reportage JRI. En région, il nous est remonté que les budgets des chefs de centre ne permettent pas d'acheter les mixettes (prix de l'ordre de 6000 euros avec enregistreur sur disque dur).

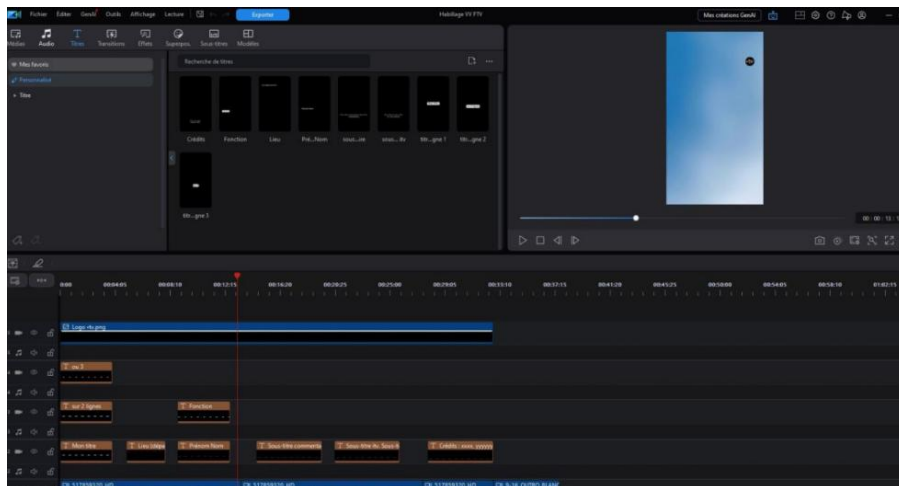
La direction nous répond qu'il existe un appel d'offre pour du petit matériel qui intègre des mixettes et autres équipements son et que les achats sont réalisés sur le budget MCO (Maintenance en Condition Opérationnel). En l'absence de marché ou en cas d'urgence (casse), la règle des trois devis s'applique pour garantir la conformité.

Nous comprenons donc que ce matériel de reportage son ne bénéficie pas de marché de renouvellement, et le budget MCO n'étant pas extensible il y a des arbitrages au cas par cas sur les demandes....

Il nous semble opportun au même titre que pour le parc caméra de réaliser un inventaire des kits reportage son en région. Ce qui nous permettra de mieux évaluer le budget utile au maintien en condition opérationnel de ces équipements, et si besoin de proposer un budget

renouvellement au regard de l'évolution des nouveaux besoins et des nouvelles technologies (enregistrements sur mixette et gestion de time code sur i media).

Licences PowerDirector



Lors de la dernière Commission, nous avons fait un point sur les outils dits d'assemblage, de type Power Director, ainsi que sur la partie licence. Depuis lors, la signature de l'accord d'expérimentation de fabrication de vidéos pour les plateformes numériques au mois

de juillet dernier a permis d'ouvrir l'expérimentation à l'ensemble des régions.

Des inquiétudes légitimes ont été formulées concernant le rythme de déploiement de ces licences. De nombreuses régions attendent leur déploiement afin de pouvoir développer les nouveaux formats liés au numérique.

Interrogée sur cette dynamique, à rebours de certaines attentes locales, la direction assume le choix de la lenteur, revendiquant une volonté de se donner du temps pour bien faire les choses. À cet effet, des formations sont en cours, d'une part sur l'acculturation au web et, d'autre part, sur la partie dite « assemblage » avec PowerDirector. Olivier Couvreur et Xavier Collombier se sont rendus dans nombre de régions afin de commencer ces formations. Un second volet doit débiter aux alentours du 15 octobre.

Des ordinateurs ont déjà été envoyés en local, permettant d'accueillir PowerDirector une fois les licences prises. L'heure étant encore au recueil des besoins en licences.

On regrette néanmoins que, depuis juillet dernier et malheureusement jusqu'à fin octobre a minima, les équipes ne soient pas accompagnées dans le quotidien. Une situation qui ne permet pas, de facto, de coller au mantra « streaming first » prôné par la direction.

En attendant PowerDirector, donc on peut utiliser "Edit" et "Adobe Première Mobile".

L'archivage de ces vidéos est évoqué. L'arrivée de IMedia V6 en 2027 permettra nous dit-on une gestion native des formats 9/16 dans le flux global.

Que se passe-t-il ?



La direction a migré de nombreux salariés vers des licences dites “légères” afin de réaliser des économies. Pour ces salariés, cette migration réduit le stockage One drive à 2Go. Ce qui pose des difficultés par exemple aux techniciens et formateurs stockant de nombreux documents.

Les membres de la commission jugent le déploiement chaotique avec un impact sur leur travail avec des pertes de fonctionnalité sur les applications tels que Word et Excell. Des corrections au cas par cas seraient en cours ...

Michael Friederich nous informe que des solutions de stockage partagé SharePoint pouvaient être mises en place pour les interlocuteurs informatiques pour avoir des dossiers communs aux utilisateurs et ne pas être limité à leur stockage privatif pro limité.